

2000 - 69

**COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE
DIVISION A**

Le 24 mars 1999

EVALUATION

AUTEUR : Commandant STOLAN, Dag

l'armée de terre de la Norvège

Groupe n° A6

DOCUMENT : memoire de geopolitique

Titre de l'article « **Les Etats Baltes, les défis d'aujourd'hui et de l'avenir** »

Date de rédaction janvier - mars 1999

Idée maîtresse

Quel chemin futur la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie devaient-elles choisir, quelles idées et expériences communes devraient-elles emporter de leur histoire lorsqu'elles allaient chercher le développement politique et économique et des solutions de sécurité dans la « nouvelle Europe » avec l'Union européenne (l'UE) et l'OTAN, d'un côté, et la Russie et CEI de l'autre.

Nom du fichier Word (Gstoland.doc)

ANALYSE :

Forme

Fond

BILAN D'ENSEMBLE :

PROPOSITION DE SUITE A DONNER

AUTEUR DE L'EVALUATION :
DATE

VISA ET AVIS DU CDT DE DIVISION :

FICHE DE PRESENTATION

1- «Les Etats Baltes, les défis d'aujourd'hui et de l'avenir»

2- Cdt STOLAN Dag (Norvège).

3- 15 mars 1999.

4- Division A - Groupe A6

5- Mémoire de géopolitique

6- Résumé : Quel chemin futur la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie devaient-elles choisir, quelles idées et expériences communes devraient-elles emporter de leur histoire lorsqu'elles allaient chercher le développement politique et économique et des solutions de sécurité dans la «nouvelle Europe » avec l'Union européenne(l'UE) et l'OTAN, d'un côté, et la Russie et CEI de l'autre.

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont estimé que d'éventuels accords bilatéraux avec la Russie ne sont pas aptes à offrir la sécurité et la liberté, vu leurs relations avec la Russie.

Un lien plus fort avec le conseil nordique contribuera à la stabilité et le développement démocratique, mais ne sera pas une garantie de sécurité pour les états baltes.

L'Estonie est déjà parmi les candidats pour rentrer dans l'UE, mais les autres états baltes doivent pour le moment attendre un éventuel élargissement prochain de l'UE. Les opinions sont partagées lorsqu'il s'agit de la garantie de sécurité que l'UE peut offrir à ses nouveaux membres.

Concernant l'OTAN, une affiliation est peu probable pour l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Ils doivent en conséquence, par leurs possibilités dans le partenariat, améliorer leurs contacts militaires et diplomatiques pour obtenir un soutien le plus large possible lors d'une situation de crise.

Enfin on peut dire que les états baltes doivent utiliser toutes les solutions mentionnées pour améliorer leur sécurité.

7-Mots clés : Les pays Baltes, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, géopolitique, alliances, l'OTAN, l'UE, l'OSCE, des accords bilatéraux

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

LES ETATS BALTES, LES DEFIS D'AUJOURD'HUI ET DE L'AVENIR.

**CDT STOLAN
6e promotion
DIVISION A/CID**

Mars 1999

1	INTRODUCTION	3
2	L'HISTOIRE	3
3	GEOGRAPHIE ET POLITIQUE	4
	3.1 L'Estonie	4
	3.2 La Lettonie	8
	3.3 La Lituanie	10
	3.4 Les forces militaires	13
	3.5 Les structures communes politiques baltes	13
	3.6 Intégration dans les structures occidentales	14
4	D'EVENTUELS CHEMINS FUTURS	14
	4.1 Des solutions bilatérales/multilatérales	15
	4.2 Les solutions régionales	16
	4.3 L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	17
	4.4 L'Union européenne	18
	4.5 L'OTAN et la coopération de partenariat	18
5	CONCLUSION	20
	Bibliographie	21
	Annexes	22

1 INTRODUCTION

En 1990 - 1991 l'Europe a vécu ses mois les plus dramatiques depuis la 2e guerre mondiale. La carte a dû être revue presque tous les mois, d'abord avec la dissolution du traité de Varsovie, et ensuite l'URSS a offert la possibilité pour les mouvements nationalistes de recréer les états nationaux ainsi que d'en créer des nouveaux. Egalement dans la région de la mer Baltique nous avons pu voir les mouvements nationaux en Estonie, en Lettonie et en Lituanie en lutte pour l'indépendance à l'égard de l'Union Soviétique et pour la création d'états autonomes.

Après l'essai de coup d'état très dramatique à Moscou en 1991, les Etats Baltes ont regagné leur souveraineté et ils se sont trouvés alors devant une réalité géopolitique qui en soi comportait les questions suivantes :

Quel chemin futur la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie devaient-elles choisir, quelles idées et expériences communes devraient-elles emporter de leur histoire lorsqu'elles allaient chercher le développement politique et économique et des solutions de sécurité dans la « nouvelle Europe » avec l'Union européenne (l'UE) et l'OTAN, d'un côté, et la Russie et CEI de l'autre. Et qui sont les états qui sont d'accord pour donner des garanties de sécurité réelles aux Etats Baltes ? Est-ce que les états nordiques, les autres états de la région de la Mer Baltique ou l'UE et l'OTAN peuvent et veulent donner une telle garantie, ou bien une garantie de la Russie est-elle une solution acceptable ?

Pour estimer ces réalités, nous allons d'abord regarder l'histoire et donner un bref aperçu de la géographie des Etats Baltes. Puis, nous allons chercher à évaluer la situation politique et militaire avant de finir par discuter des alliances et adhésions en question dans le contexte régional et européen.

2 L'HISTOIRE

L'Estonie, La Lettonie et La Lituanie ont toutes les trois vécu une période d'éveil national vers la fin du 19e siècle, suivie par plusieurs années de souveraineté entre les deux guerres mondiales. L'Estonie a proclamé sa souveraineté en 1918, mais n'a pas été reconnue par l'URSS avant février 1920, par le traité de Tartu. La Lituanie est reconnue par l'URSS en juillet de la même année, et la Lettonie en août. Jusqu'à la guerre de 1940, on a vu se former des gouvernements autoritaires dans les trois pays. En Lituanie, cela n'est pas arrivé avant 1926, avec le coup militaire d'Antanas Smetona. En 1934 le Premier ministre Konstatin Päts a proclamé l'état d'exception en Estonie. Quatre ans plus tard il s'est auto-proclamé président de la république. La même année, en Lettonie, le président du parti politique Agrarparti, Karlis Umanis, a effectué un coup d'état contre le président de la

république. Ensuite il a gouverné son pays ; à partir de 1936 comme président de la république.

Le sort des Etats Baltes est décidé avec le pacte de Molotov-Ribbentrop, le 23 août 1939, entre l'URSS et l'Allemagne. Selon l'accord, les trois pays ont été partagés entre l'URSS et l'Allemagne. L'Estonie et la Lettonie devaient être mises sous la souveraineté de l'URSS. La Lituanie était d'abord définie comme centre d'intérêt allemand, mais avec le début de la guerre de 1940, l'URSS a aussi pris le contrôle de ce pays. Pendant la période assez courte où les trois états faisaient partie des républiques soviétiques, la population subissait des épurations importantes, des propriétés ont été confisquées et la vie culturelle soumise à un contrôle rigoureux. Le pacte entre Molotov et Ribbentrop a pourtant cependant eu une validité limitée, puisque les troupes d'Hitler ont occupé les trois états de 1941 jusqu'en 1944.

Les autorités soviétiques ont repris le pouvoir après la guerre, ce qui a conduit à encore des années marquées par la déportation en Sibérie et des déplacements de population forcés. Cela a duré jusqu'à la mort de Staline en 1953.

L'opposition contre le régime soviétique, qui comportait des actions de guérilla - surtout en Lituanie, par « les frères de la forêt » - a été poursuivie jusqu'aux années 1950, lorsque l'amnistie pour les résistants a été mise en vigueur. Pendant les décennies suivantes, il y a eu des périodes avec des protestations populaires contre le pouvoir soviétique et Moscou, mais c'était d'abord avec la glasnost et la pérestroïka à partir du milieu des années 80 que les manifestations et les revendications pour l'indépendance des pays Baltes, ont pris une ampleur qu'on pouvait difficilement ignorer.

Les états baltes étaient les républiques les mieux situées de l'URSS. Comparé avec les standards occidentaux, leur développement n'est pourtant pas très avancé. Les trois pays sont devenus des centres pour l'industrialisation sous l'URSS. Surtout pour la Lituanie, l'agriculture est cependant toujours une activité économique importante.

3 GEOGRAPHIE ET POLITIQUE

3.1 L'Estonie

L'Estonie est le plus petit des états baltes avec une superficie de 45226 km carrés et une population de 1,5 millions d'habitants. La langue estonienne fait partie de même groupe de langues que la langue finnoise, et elle diffère complètement des autres langues baltiques. Les Estoniens font partie de l'église évangélique luthérienne. La minorité russe est importante, avec 35 % de la population.



Les pays baltes et leurs voisins

Vers la fin des années 70 et pendant les années 80, les Estoniens ont participé à une polémique intense. Les questions étaient celles de la "russification" et les destructions de l'environnement suite à une industrialisation croissante. En août 1987, 2000 personnes ont participé à une manifestation à Tallinn contre le pacte de Molotov-Ribbentrop. La revendication la plus importante était la publication de l'accord. Avec la politique de glasnost, les journaux ont commencé à traiter la question de la pollution ainsi que d'autres aspects délicats de l'histoire estonienne. Tout cela a accéléré le processus d'indépendance. Le front populaire est établi en avril 1988, et le 15 novembre le soviet suprême en Estonie a adopté une déclaration de souveraineté. La langue estonienne est devenue de nouveau la langue officielle du pays, et le drapeau soviétique a dû céder la place à celui de l'Estonie. Des élections libres ont été effectuées pour le soviet suprême d'Estonie en mars ; Le Front Populaire a gagné 43 des 105 places, tandis que l'Association pour l'Estonie Libre (les communistes de la réforme) ont eu 35 sièges.

Au début d'avril 1990, Edgar Savisaar du Front Populaire a été élu comme Premier ministre du Soviet suprême. Le Soviet avait déclaré déjà au mois de mars qu'une période de six mois devait mener vers l'indépendance nationale, décision dont le président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, n'a pas tenu compte.

Lors du référendum du 3 mars 1991, une grande majorité des Estoniens ont voté pour l'indépendance. Le chef des forces soviétiques en Estonie, Fjodor Kusmin, a déclaré qu'il prenait en main le contrôle de l'Estonie. Ceci se passait lors du coup d'état contre Gorbatchev en août 1991.

Des troupes militaires ont envahi la ville de Tallin. Le passage du pouvoir et le coup d'état à Moscou ayant échoué, le soviét suprême en Estonie a décidé l'indépendance immédiate et complète. Avant la fin du mois d'août, plus de 30 pays avaient déjà reconnu le pays, et le 6 septembre, l'URSS finissait aussi par reconnaître l'Estonie en tant qu'état autonome. Puis, le 17 du même mois, les trois pays baltes devenaient membres de l'ONU.

Au printemps 1992, une proposition pour la nouvelle constitution a été élaborée, et elle a été acceptée par l'assemblée nationale en juin de la même année. La constitution consolide l'Estonie comme république. Une toute nouvelle assemblée législative de 101 sièges, Riigikogu, a remplacé le soviét suprême en Estonie. Les élections présidentielles et législatives ont été effectuées en septembre 1992, avec une participation de 62 %. Les non-citoyens, pour la plupart des Russes, n'ont pas eu le droit de vote.

Le politicien de droite, Lennart Meri, a été élu Président de la République. Il avait été Ministre des affaires étrangères. Les législatives ont donné de nouveau un gouvernement non-socialiste, précédé par le parti Pro Patria, avec Mart Laar comme Premier Ministre. Ce dernier a dû se démettre au cours de l'automne 1994, suite à un vote de défiance au parlement.

Andres Tarend, l'ex-ministre de l'environnement, a formé un nouveau gouvernement, lequel n'était pas issu d'un parti spécifique.

Les nouvelles législatives ont eu lieu en mars 1995. La coalition du centre et de la droite a bien souffert, et on a vu se former une autre coalition, cette fois créée à partir du centre et de la gauche. Tiit Vähi du Parti de la Coalition est devenu Premier Ministre. Son gouvernement est tombé en octobre 1995, après un scandale d'écoutes téléphoniques, mais Vähi a été chargé par l'assemblée nationale de former un nouveau gouvernement issu du centre et de la droite. Soupçonné d'implication dans une affaire de corruption et sanctionné par une motion de censure, il a été remplacé le 5 mars 1997 par Mart Siimann, issu de la même formation politique.

La présence des troupes russes sur le sol estonien et les droits des minorités russes en Estonie, ont été les deux grands points de conflit entre l'Estonie et la Russie. Pour l'Estonie, la présence de ces troupes russes a joué un rôle important dans la rhétorique politique à l'intérieur du pays ainsi que par rapport à la société internationale. Les négociations concernant le retrait des troupes ont été longues, surtout parce que la Russie a lié cette question à celle des minorités russes en Estonie. En juillet 1994, les deux pays se sont mis d'accord sur le retrait final des troupes russes, et en août 1994, les derniers 2000 soldats ont quitté le pays. (Excepté 210 hommes en Paldiski, qui devaient rester encore 14 mois). Cet accord a été signé juste après que

le Président des Etats-Unis, Bill Clinton, ait rendu visite aux pays Baltes, et qu'il se soit montré critique envers la présence russe en Estonie.

D'après la loi estonienne, le droit de nationalité ne peut être donné qu'à des personnes étant déjà citoyens d'Estonie avant 1940, ainsi qu'à leurs descendants. Cela implique qu'une grande majorité des 475.000 russes estoniens (chiffre de 1989) doit demander le droit de cité. Les Russes doivent en plus passer un examen de langue estonienne pour obtenir ce droit. Moscou s'est exprimé de façon très sévère contre ce traitement des Russes, qu'ils pensent proche de l'apartheid.

L'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le conseil de l'Europe ont également invité l'Estonie à trouver des solutions pour réduire le nombre de non-citoyens au pays. Au cours de l'été 1993, le Président Lennart Meri a refusé de ratifier la Loi sur les Etrangers, qui doit contrôler l'accès en Estonie, et qui donne aux autorités l'information sur qui, à tout moment, se trouve dans le pays. Après l'engagement donné par l'OSCE et l'UE, on a rajouté des phrases à la loi, notamment, procurer davantage de sécurité pour ceux qui voient leur demande en droit de nationalité refusée.

Les villes Narva et Sillamäe, où les Russes constituent la majorité des habitants, ont procédé à un référendum pour l'indépendance, le 16 et le 17 juillet 1993, ceci pour protester contre la loi sur la citoyenneté. Le gouvernement estonien n'a pas tenu compte de cet événement, le considérant comme illégal.

Un autre conflit entre l'Estonie et la Russie est la question des frontières. D'après l'accord de Tartu (1920), le territoire estonien doit inclure les régions russes Ivangorod (à l'est de Narva) et Petseri (au sud du lac Petsjora). Mais, puisque la frontière avec la Russie était modifiée sous l'URSS, La Russie refuse d'accepter les frontières décidées par l'accord de Tartu. On a vu un certain progrès en ce qui concerne les revendications de l'Estonie vis-à-vis la Russie. En février 1995, le Président Lennart Meri a invité le peuple à abandonner à ces revendications. Et, en novembre la même année, les deux pays sont arrivés à un accord de principe qui comporte le fait que l'Estonie abandonne la revendication pour la région de Petseri. L'Estonie a contrôlé cette région pendant la période d'indépendance avant 1940.

En janvier 1995, le parlement estonien a adopté une nouvelle loi sur la citoyenneté qui prolongeait l'exigence minimum de temps d'habitation avant la naturalisation de deux à cinq ans. Cette loi a subi des critiques sévères de la part des Russes. Le pays a, jusque là, évité de vraies confrontations avec la Russie en renvoyant à plus tard les décisions comportant des conséquences trop lourdes. Au cours de l'été 1996, par exemple, l'Estonie a prorogé la validité des passeports soviétiques jusqu'au 30 novembre. Au début du mois d'octobre 1996, les autorités estoniennes ont reçu environ 112.000 demandes de passeports émises à titre "étranger" par la Russie.

La tension entre la Russie et les états baltes n'a pas diminué en 1995/96. Les relations étaient surtout très tendues entre la Russie et les deux pays Estonie et Lettonie, ces derniers les pays avec les plus grandes minorités de Russes. Parmi les deux, c'était surtout l'Estonie qui a été critiqué pour sa politique.

En Lettonie et en Estonie, les citoyens russes ont donné leur soutien au patriote Gennadij Sjuganov aux élections présidentielles en Russie l'été 1996. Avant cette élection, Sjuganov avait suggéré qu'il pourrait annuler certains accords que la Russie avait déjà signés avec l'Estonie. Quant au régime d'Eltsine, il a intensifié ses critiques des états baltes. Au mois d'avril 1995 le Ministre des affaires étrangères en Russie, Andrej Kosyrev, a proclamé, avec un clin d'œil pour l'Estonie et la Lettonie, que son pays pourrait employer des moyens militaires pour défendre les Russes en Etranger. En août 1996 le conseiller d'Eltsine, Dmitrij Rjurikov, a dit que "la politique en faveur des Russes ethniques habitant l'ex-URSS deviendra beaucoup plus active qu'elle ne l'a été jusque là." Il a accusé les autorités estoniennes de pratiques de l'apartheid et de ne pas appliquer les accords sur la retraite et d'autres avantages sociaux pour les Russes. La Russie accuse souvent l'Estonie de lancer, délibérément, des provocations, et la nation russe a menacé d'effectuer des sanctions économiques envers le pays.

3.2. La Lettonie.

La Lettonie est, avec une superficie de 64 589 km² ainsi qu'une population de 2 685 000 habitants, le deuxième état balte, et elle se trouve aussi géographiquement entre les deux autres états. Le letton est une langue balte, située parmi les langues indo-européennes. La plupart des Lettons font partie de l'église luthérienne ou catholique romaine, tandis que les Russes en Lettonie sont généralement des orthodoxes. Les Russes représentent 34 % de la population.

Vers la fin des années 70 et au début des années 80 il y a eu un essor important dans la vie culturelle traditionnelle dans ce pays. Des groupes politiques, parmi d'autres un pour l'environnement, ont été créés. Aux mois de juin et août 1986, le groupe Helsinki-86 a revendiqué plusieurs manifestations anti-soviétiques. L'année suivante, la mobilisation populaire a augmenté, entre autres choses liées à la célébration de l'indépendance lettonne avant 1940 et à la résistance contre le pacte de Molotov-Ribbentrop. Au cours de l'année 1988, l'opposition se rassemblait pour devenir un pouvoir politique important, et au mois d'octobre, plusieurs membres du parti communiste en Lettonie- il s'agissait d'opposants et de radicaux - ont ensemble créé le Front Populaire de Lettonie. Ce Front Populaire est vite

devenu le groupe politique le plus grand et le plus important du pays, avec un nombre de membres d'environ 250 000 vers la fin de 1988.

Aux élections du Soviet suprême pendant les mois de mars et avril 1990, le Front Populaire a remporté une victoire convaincante (131 sur un total de 201 sièges). Le 4 mai le soviet a déclaré que l'annexion de la Lettonie à l'URSS était illégale, et une période de transition a été proclamée, une période qui devait mener vers l'indépendance totale, politiquement et économiquement.

En janvier 1991, les forces spéciales soviétiques sont entrées dans la maison de la presse à Riga, la capitale. Deux semaines plus tard elles ont essayé d'occuper un commissariat de police et d'enlever les barricades qui devaient défendre le pays contre d'éventuelles interventions militaires. Le 20 janvier un "comité de secours", conduit par des communistes, a essayé de prendre le pouvoir dans le pays. Quatre personnes ont été tuées lorsque les forces soviétiques ont attaqué le Ministère des affaires intérieures à Riga.

Le 3 mars il y a eu un référendum pour décider de l'indépendance de la Lettonie. La participation était de 87,6 % et 73,7% ont soutenu une république lettonne démocratique et autonome. Peu de temps après la tentative d'un coup d'état contre Mikhaïl Gorbatchev, le 6 septembre 1991, l'URSS a formellement reconnu la Lettonie pour état indépendant.

Le statut de la population russe en Lettonie fait partie des questions politiques les plus controversées, surtout parce que les Lettons ont pratiquement été une minorité dans leur propre pays depuis la deuxième guerre mondiale. En octobre 1991 le Parlement a décidé de ne donner le droit de cité qu'à ceux qui étaient citoyens avant 1940, ainsi que leurs descendants. Tous les autres devaient demander ce droit de nationalité. Les règles concernant ceci ont été élaborées en juillet 1994. Selon ces règles, les non-citoyens nés en Lettonie peuvent demander le droit de nationalité à partir de 1996. La loi exige pourtant l'avoir vécu au moins cinq ans au pays. Il faut aussi jurer fidélité à la nation et parler le letton. Les personnes ayant immigré en Lettonie peuvent demander le droit de nationalité à partir de 2003.

Les élections pour le premier parlement non-soviétique en Lettonie ont eu lieu au mois de juin 1993. L'alliance entre les ex-communistes et les émigrés retournés au pays signifiait un pas en avant pour l'état. Aucun parmi les partis n'a remporté la majorité absolue. Le nouveau parlement a élu Guntis Ulmanis comme président de la république. La crise gouvernementale de deux mois s'est terminée en septembre 1994 par l'élection de Maris Gailis du parti Le chemin de la Lettonie comme Premier Ministre. Le Chemin de la Lettonie se préoccupe surtout de la libéralisation économique.

Aux élections législatives de 1993 environ 70% de la population avaient le droit de vote. (Environ 40% des Russes ethniques sont des citoyens lettons.) Un rapport de l'OSCE a proclamé avant les élections qu'aucun Russe n'était

légalement privé de son droit de vote. L'OSCE a conseillé que les Russes qui avaient vécu en Lettonie pendant plus de cinq ans soient reconnus comme citoyens de la Lettonie. Moscou a critiqué les élections et exprimé qu'elles étaient une base pour l'épuration ethnique.

En octobre 1996 la Lettonie a reçu la visite de Max von der Stoel, le haut-commissaire aux minorités nationales de l'OSCE. Il disait que l'attitude envers l'indépendance lettonne s'améliore parmi les non-citoyens dans le pays, mais il exprimait aussi son souci du fait que 28% des habitants n'avaient pas la nationalité.

En janvier 1998 la Lettonie connaissait un référendum sur la libéralisation des lois pour avoir le droit de nationalité, et cela va vraisemblablement diminuer les différences entre les Lettons et la population russe du pays et peut être, espérons-le, aussi améliorer les relations avec les autorités russes.

Comme en Estonie et Lituanie, la présence des troupes soviétiques devenait sans cesse un point de conflit. Au printemps 1992, ce genre de troupes comptait aux alentours de 50 000 hommes. La Russie a menacé d'interrompre des livraisons d'énergie, et les approvisionnements de pétrole et gaz ont été arrêtés à plusieurs reprises, pour protester contre les conditions des Russes en Lettonie. Après des négociations longues, La Lettonie et la Russie se sont mises d'accord en avril 1994 sur le retrait final des militaires russes avant le 1 septembre de cette même année. La station radar Skrunda devait être abandonnée avant septembre 1998.

Selon la constitution lettonne, c'est au parlement d'élire le président de la République, comme cela se fait en Estonie. Le président choisit à son tour le gouvernement. En septembre et octobre 1995 il y a eu de nouvelles élections législatives en Lettonie. Il n'y avait pas de gagnant, mais c'était surtout les listes populaires de l'extrême droite et gauche qui ont remporté des votes. Finalement, le parlement a approuvé un gouvernement présidé par Andris Skele. En juin 1996, Guntis Ulmanis a été réélu président pour une période de trois ans.

Le parlement de la Lettonie est aujourd'hui très polarisé. Les deux premiers partis sont Saimnieks (à gauche) et le parti Pour la Lettonie (extrême droite). Même les partis les plus grands restent assez modestes.

3.3. La Lituanie

La Lituanie est le plus grand des états baltes avec une superficie de 65 200 km² et une population de 3,7 millions d'habitants. Cette population est beaucoup plus homogène que celle des autres états baltes, avec seulement 9 % d'origine russe et 7% d'origine polonaise. La langue est le lituanien, une

langue qui se situe dans le groupe linguistique balte. La plupart des habitants sont de religion catholique.

En août 1987, l'opposition politique en Lituanie a profité de la glasnost en manifestant contre le pacte de Molotov-Ribbentrop. Même si cette manifestation a été tolérée, les forces de la sécurité ont été mobilisées en février l'année suivante, pour éviter une éventuelle manifestation du 70e anniversaire de l'indépendance lituanienne. Ceci, conjugué avec l'impatience de l'intelligentsia, a mené vers la formation d'un front populaire en Lituanie également. Ce front national se nommait Sajudis, et il a été créé en octobre 1988. Sajudis a remporté la plupart des sièges aux élections pour le congrès populaire soviétique en mars 1989. Sur un total de 42 députés, 36 étaient issus de Sajudis. Ceci a forcé le parti communiste en Lituanie à mener une politique moins dogmatique, pour regagner la sympathie du peuple. Des changements similaires ont eu lieu en Estonie et en Lettonie. Le jour du 50e anniversaire du pacte de Molotov-Ribbentrop le 23 août, plus d'1 million ont créé une chaîne humaine de Tallinn en Estonie, via la Lettonie et jusqu'à Vilnius en Lituanie. En décembre 1989, le parti communiste de Lituanie s'est déclaré parti indépendant, malgré les protestations du président Gorbatchev. Le support populaire pour Sajudis a augmenté, et aux élections pour le soviet suprême en Lituanie en février - mars 1990, l'opposition a remporté une victoire marquante. Le nouveau parlement, qui était pour l'indépendance, a élu Vytautas Landsbergis comme président pour le conseil suprême, et en principe, comme président de la Lituanie. Le 11 mars le parlement de Lituanie – comme le premier parmi les républiques soviétiques, a déclaré le pays comme état autonome. Le 17 mars Kazimiera Prunskiene, un membre du parti communiste, est devenu Premier Ministre.

Le mouvement de révolte en Lituanie a conduit les forces soviétiques à prendre le contrôle de plusieurs des bâtiments appartenant au parti communiste à Vilnius. Les forces ont aussi pris le contrôle des imprimeries de journaux. À partir de mi-avril jusqu'à la fin du mois de juin 1990, la Lituanie a subi un boycott économique du reste de l'Union soviétique. Le pays a alors accepté de renvoyer la déclaration d'indépendance pendant 100 jours, sous condition de négociations entre la Russie et la Lituanie, ceci dans le plus bref délai. Les négociations ont commencé en août, mais elles ont peu de temps après été interrompues par l'URSS.

En janvier 1991 Landsbergis a déclaré que la période de transition était terminée, puisque les négociations ne menaient à rien. Les tensions politiques se sont renforcées. La situation est arrivée à son comble lorsque Moscou pendant la guerre du Golfe a envoyé des forces soviétiques à Vilnius.

Pendant ce temps aussi les conflits politiques intérieurs se sont aggravés. Au mois de janvier Prunskiene s'est retiré avec son gouvernement, après que le parlement a refusé une proposition sur l'augmentation des prix. Prunskiene a été suivi par Gedimas Vagnorius, un membre du parlement.

Landsbergis a mobilisé le soutien du peuple pour défendre le bâtiment du parlement, qu'il a cru menacé par les forces soviétiques. Dans la nuit du 13 au 14 janvier 1991, les troupes soviétiques ont envahi la maison et la tour de télévision à Vilnius. Quatorze civils ont été tués et 500 blessés. Ces attaques militaires ont conduit à une plus grande exigence d'indépendance, et en février il y a eu un référendum. Avec 84% de participation, 90% ont voté oui pour une Lituanie autonome. Les forces soviétiques ont de nouveau envahi la capitale, et au mois de mars le ministère de la défense a été occupé. Plus tard les postes frontières ont été attaquées par les Soviétiques. Au mois de juillet sept gardes-frontière ont été tués par les forces soviétiques.

Le coup d'état raté contre Gorbatchev en août 1991 a eu une conséquence longtemps souhaitée pour la Lituanie : Vers la fin du mois d'août, plus de 40 états avaient reconnu le pays comme état autonome.

Le programme toujours plus nationaliste de Vytautas Landsbergis a pourtant créé des tensions politiques. En outre Landsbergis a cherché un rôle renforcé pour le Président, et il n'a pas su gérer les défis économiques. Une crise à l'intérieur du gouvernement s'est déclarée au mois d'avril 1992, lorsque dix ministres ont en public critiqué les méthodes dictatoriales du Premier Ministre Vagnorius. Deux ministres ont quitté le gouvernement. Vagnorius s'est retiré, mais il est quand même resté Premier Ministre jusqu'au mois de juillet.

À la grande surprise, le parti d'Algirdas Brazauskas, le parti travailleur démocrate (l'ex parti communiste) a gagné les élections législatives en octobre et novembre 1992. Le parti a remporté 73 des 141 sièges, tandis que l'alliance « L'Union pour la patrie », entre Sajudis et un groupe pour les droits de l'homme, n'a eu que 30 sièges. La nouvelle constitution a été votée le 25 octobre. Algirdas Brazauskas, l'ex Premier Secrétaire pour le parti communiste, a été élu Président en février 1993. Au mois de mars, Adolfas Slezevicius du parti travailleur démocrate a pris la place de Premier Ministre. En février 1996 Slezevicius a été contraint de se retirer, suite à un scandale où l'on a pu prouver qu'il avait retiré ses économies à la dernière minute de deux banques qui ont fait faillite. Un nouveau gouvernement a été formé par Mindaugas Stankevicius.

Le 10 novembre 1996 il y a eu de nouvelles élections législatives en Lituanie. Les conservateurs ont remporté la victoire. L'Union pour la Patrie a sans problème vaincu le parti travailleur démocrate, alors au pouvoir. Les conservateurs n'ont pourtant gagné qu'un quart des votes ; les électeurs ont leurs faveurs sur plus de 20 partis. Vytautas Landsbergis a été élu président du Seimas et Gediminas Vagnorius, nommé Premier ministre, a formé un gouvernement de coalition rassemblant les conservateurs, les chrétiens-démocrates et les centristes.

Puisque la majorité de la population se compose de Lituaniens ethniques, le pays a évité les problèmes de minorités qui ont hanté la Lettonie et l'Estonie.

En 1989 la Lituanie a adopté une loi libérale en ce qui concerne la question du droit de nationalité. Presque tous ceux qui ont demandé ce droit l'ont eu. Une autre loi, plus sévère, a été adoptée en 1991. Cette politique, relativement ouverte, a épargné à la Lituanie de grands conflits avec la Russie. Pourtant, un rapport du Conseil de l'Europe en avril 1995 a constaté que les droits des minorités étaient violés en Lituanie. Au mois de janvier 1995, le parlement a adopté une loi qui a fait de la langue lituanienne la seule langue officielle du pays.

Pour la Lituanie, ainsi que pour l'Estonie et la Lettonie, il était important d'obtenir le retrait des troupes ex-soviétiques. Au début de 1992 il y avait environ 38 000 militaires dans le pays. Vers la fin du mois d'août 1993, toutes les troupes avaient été retirées, selon l'accord.

3.4 Les forces militaires

Tous les états baltes devaient commencer à zéro en ce qui concerne le domaine militaire. Toutes les forces militaires existantes dans les trois pays appartenaient à la Russie après la dissolution de l'Union soviétique.

Peu après des forces paramilitaires ont été établies, mais les pays ont aujourd'hui une force militaire totale d'environ 10 000 hommes. Les forces sont équipées de façon très simple, avec des matériels qui ont été offerts par des pays occidentaux.

Pour renforcer leurs moyens communs, dès la fin de 1997, les pays ont établi un bataillon de garde-paix, ils ont aussi fondé en commun une unité de marine, et ils ont créé un système unitaire pour surveiller des territoires aériens baltes.

3.5 Les structures communes politiques baltes

Malgré de nombreuses différences, les états baltes ont la plupart du temps joué ensemble dans l'arène internationale. Une contribution importante pour coordonner les défis baltes, est l'établissement en commun de structures politiques baltes.

Des structures formelles ont été établies à 3 niveaux. Il s'agit de l'Assemblée balte pour la coordination inter-parlementaire, le conseil de ministres balte pour la coordination des gouvernements et des sommets réguliers entre les trois Présidents.

Même si la totalité de ces conseils ne sont que des conseils de coordination, il n'est pas douteux qu'ils ont contribué à unifier les efforts politiques devant d'autres pays par leur structure solide. Ils ont aussi contribué à établir une union douanière balte et un champ de commerce libre pour les trois pays.

Il est aussi intéressant de retenir qu'après les élections législatives en Lituanie en octobre 1996, il y avait des voix à l'intérieur de la coalition au pouvoir qui souhaitaient la Pologne comme partenaire stratégique dans le processus d'intégration dans les structures européennes. L'Estonie et la Lettonie ont très mal réagi à ces idées et ils ont accusé la Lituanie de tromper l' "unité balte". Mais le Président lituanien, qui est aussi responsable de la politique étrangère du pays, a, dans son rapport annuel du février 1997, constaté que la coordination balte reste un champ de priorité dans la politique étrangère de la Lituanie.

3.6 Intégration dans les structures occidentales.

Les trois pays sont membres de l'ONU et de l'OSCE. L'affiliation à l'OSCE était perçue comme importante pour avoir le soutien nécessaire dans la demande de retrait des forces russes.

L'OSCE a d'ailleurs refusé une demande russe de lier le retrait des troupes à la question des droits de l'homme pour les minorités russes dans les pays baltes. Les pays nordiques ont adopté un profil haut envers les états baltes, en offrant de l'aide économique. Ils ont pourtant été négatifs devant le souhait des états baltes d'entrer dans le Conseil nordique.

Les pays baltes ont, par voie de négociation, eu des conventions pour le libre-échange avec l'UE. Conformément à la convention l'Estonie a eu une zone de libre-échange à partir du 1er janvier 1995, mais la Lettonie doit attendre encore quatre ans et La Lituanie six ans avant de voir le libre-échange complet vis-à-vis de l'UE.

4 D'EVENTUELS CHEMINS FUTURS

Les trois états baltes ont ces dernières années lancé des propos politiques en termes clairs, sur leur souhait d'être inclus dans les structures économiques et dispositifs de sécurité de l'Europe occidentale. Pour prouver qu'ils sont aptes à s'affilier aux organismes comme l'UE et l'OTAN, les états baltes doivent d'abord remplir les exigences qui sont exprimées par ces organismes. Il s'agit d'exigences d'un développement démocratique, le libre-échange, des garanties sur les droits de l'homme, le respect pour les lois internationales et des bonnes relations avec leurs voisins.

Les autres liens possibles sont des conventions soit bilatérales soit régionales avec la Russie/CEI ou les pays Nordiques/la région de la mer Baltique.

Nous allons d'abord étudier les possibilités pour des conventions bilatérales avec La Russie et d'éventuels autres pays. Puis les solutions régionales dans la région de la mer Baltique et les pays Nordiques, et finalement un lien possible avec l'UE et l'OTAN.

4.1 Des solutions bilatérales/multilatérales.

Le président Eltsine a lancé, à l'automne 1997, un propos à l'égard les états baltes, où il proposait une "garantie" bilatérale de la part des Russes. Une garantie exclusivement russe peut avoir plusieurs formes.

Une possibilité est la garantie "positive", autrement dit une promesse d'assistance avec des initiatives convenables pour assurer la souveraineté et l'intégrité balte en cas de pression ou d'attaque. Un argument contre une telle déclaration se trouve surtout dans la réponse à la question : qui d'autre que la Russie pourrait entrer en conflit avec les états baltes? Il ne faut quand même pas refuser complètement cette éventualité, car il n'est pas impensable que les problèmes pourraient venir des autres états de la région. Mais, avec une telle garantie la Russie deviendrait la seule à pouvoir résoudre les problèmes des Baltes. Les autres états pourraient difficilement s'impliquer en cas de conflit entre la Russie et un état balte.

Une autre possibilité serait une garantie "négative", une promesse de renoncer à des agressions. C'est peut-être surtout à cela que les Baltes pensent lorsqu'ils disent "non merci." Et il va sans dire qu'un état qui est membre de l'ONU et de l'OSCE est déjà obligé de renoncer à l'agression.

Mais, imaginons une garantie positive, multilatérale où la Russie serait l'un des garants, comme Eltsine l'a proposé. Une telle solution pourrait contrecarrer une pression exclusive. Elle garantirait que les propositions de solution prendraient en compte tous les acteurs en question. Mais, d'un autre côté une telle solution empêcherait les actions qui pourraient renforcer le côté balte dans ce qui serait, après tout un conflit asymétrique. Sous condition que les Etats-Unis en faisant partie, une telle garantie multilatérale pourrait renforcer la confiance réciproque dans la région et alors contribuer à la stabilisation.

Il y a pourtant peu de choses qui nous dit que les Etats-Unis ou d'autres pays occidentaux sont d'accord pour contracter une telle convention multilatérale qui pourrait donner une garantie de sécurité réelle. Reste alors la garantie bilatérale de sécurité russe. Il est vrai que les Etats-Unis ont contracté une convention bilatérale avec les états baltes qui comporte le droit de sommets sur la politique sécuritaire. Ceci ne donne aucune garantie, mais c'est clair que la convention donne un certain support moral si les pays se trouvent dans une situation difficile.

Après une évaluation de leurs relations avec la Russie dans le passé et aujourd'hui, les Présidents de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie ont

répondu non à la proposition russe sur les garanties de sécurité. Ceci se passait le 10 novembre 1997. Dès lors il n'y a pas eu d'autres discussions autour de la proposition, et il y a des raisons de croire que l'affaire ne va pas être reprise sans changements dans le climat de sécurité. Le Premier Ministre estonien, Mart Siiman a d'ailleurs proclamé lors d'une interview le 28 juillet 1997 qu'"une garantie de sécurité réelle pour l'Estonie serait que la Russie devienne un état démocratique à l'économie de marché."

4.2 Les solutions régionales

S'agissant des solutions régionales, les états baltes font déjà partie du conseil pour les états de la Mer Baltique, qui en plus comporte les états Nordiques, la Russie, la Pologne et l'Allemagne. En plus ils ont aussi participé à une coopération proche avec les différents organes du Conseil Nordique. La question qui se pose est dans quelle mesure ces organes locaux peuvent offrir la garantie nécessaire pour un développement politique, économique et sécuritaire dans les états baltes. Il existe plusieurs points de vue sur l'actualité d'une solution régionale de la politique sécuritaire dans les environs de la Mer Baltique, et sur les conditions qui doivent être remplies.

Les états nordiques sont sceptiques devant la question d'entrer dans un arrangement de sécurité avec les états baltes. Leur raison est sûrement qu'ils ne puissent pas offrir une garantie réelle de politique sécuritaire, et qu'ils, en cas de situation délicate, ont également besoin d'un tel support de la part d'autres grandes puissances. Un plus grand lien avec le Conseil Nordique, est par contre une contribution au développement positif.

La politique de voisinage pour le Nord-Ouest de la Russie, les pays baltes et la Pologne, qui a été mise en place comme la nouvelle dimension dans la coopération nordique reformée à partir de 1995, a, malgré de bonnes intentions, été freinée par le manque de coordination et de priorité dans les pays qui en sont membres. Les responsabilités ne sont pas claires, avec une dispersion indéfinissable entre les Premier Ministres, les Ministres des Affaires Etrangères, les Ministres de la Défense et le conseil Nordique des Ministres. Il y a eu en outre trop de compétition nordique sur l'activisme et les rôles de dirigeants vis-à-vis les états baltes.

Dans la situation actuelle, où il est possible que la Lettonie et la Lituanie restent longtemps en dehors de l'intégration européenne, les pays nordiques doivent se responsabiliser. Les trois états baltes doivent obtenir l'affiliation complète dans les organes nordiques de coopération ainsi que dans la coopération entre les Premiers Ministres et les ministres de la défense et des affaires étrangères. Une telle coopération est en réalité déjà en cours.

On ne résoudrait pas avec cela les problèmes de politique sécuritaire, qui ne sont pas couverts par l'accord d'Helsinki. Mais un tel arrangement nouveau mènerait les Baltes directement vers l'intégration pratique de la coopération

nordique, et les placerait clairement dans l'image occidentale de la coopération. Ceci aurait un effet de signal significatif à l'extérieur, surtout vers l'est - et à l'intérieur vers les minorités dans chaque pays balte - à propos du genre de société que les états baltes sont en train de construire. Les effets pourront accélérer l'arrangement que surtout l'Estonie et la Lettonie ont besoin d'acquérir vis-à-vis de leurs minorités. Par-là les Baltes vont pouvoir renforcer leur situation réelle de politique sécuritaire. Enfin une telle solution pourrait mener à une structuration naturelle de toutes les œuvres de coopération qui déjà existent entre les pays nordiques et baltes et donner à la coopération un cadre commun, unique et plus égale.

Les problèmes que cela va entraîner pour les « anciens » pays nordiques - sur le plan linguistique, institutionnel et financier - sont minimes comparés aux dangers qui vont suivre une existence sans ancrage institutionnel. Cela va donner l'expression la plus naturelle de la notion nordique sur la responsabilité de stabiliser la région.

4.3 L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe

Lorsqu'il s'agit de l'OSCE qui comporte tous les états européens, ainsi que le Canada et les Etats-Unis, on se demande jusqu'à quel point l'organisme contribue à la sécurité des états baltes. Basé sur le traité de Helsinki, l'organisme travaille aujourd'hui avec des initiatives de prévention de conflits et pour le respect des droits de l'homme. Pour les états baltes l'organisme a surtout travaillé avec le contrôle des droits de l'homme pour les minorités russes en Estonie et Lettonie et avec le retrait des forces russes des états baltes.

Après une proposition de la Russie l'organisme travaille maintenant sur le développement d'une chartre européenne de sécurité qui va être présentée au sommet de l'OSCE en 1999. À cause des divergences entre les pays qui aujourd'hui font partie de l'OTAN et la Russie, on ne peut pas s'attendre à ce que l'organisation donne les garanties de sécurité au-delà de la fonction d'acteur de prévention de conflits qu'elle remplit aujourd'hui.

Il ne faut pourtant pas sous-estimer la signification de l'organisation comme acteur de prévention de conflits, parce que l'OSCE peut aujourd'hui opérer à peu près de façon libre dans tous les pays membres, ainsi que dans les pays qui sont exclus de l'organisation, comme l'ex-Yougoslavie. Elle peut se permettre des actions qui ne sont pas tolérées d'autres acteurs. L'établissement d'une « force de vérification » au Kosovo de 2000 hommes est un exemple de ceci. Mais, à cause de l'exigence de l'unanimité moins 1, on dépend complètement d'un consensus approximatif et par-là aussi des grands états pour que l'organisation puisse fonctionner de façon effective.

4.4 L'Union européenne

Tous les états baltes ont exprimé leur souhait de rentrer dans l'Union européenne. Parmi les pays de la région de la Mer Baltique, seules l'Estonie et la Pologne ont fait l'objet d'un projet d'affiliation lors du prochain élargissement de l'UE. Ceci n'a pas jusque là créé de divisions entre les états baltes. Il n'y a aucune doute que l'UE pourrait contribuer à un développement économique et démocratique chez les nouveaux membres potentiels, mais est-ce que l'UE serait un garant de sécurité vis-à-vis ses nouveaux pays membres ?

Il est intéressant de remarquer le point de vue des autres pays de la région de la Mer Baltique. Le Ministre des Affaires Etrangères Finlandais Tarja Halonen a exprimé lors d'une interview le 17 janvier 1997 :

« En Finlande notre chemin de politique sécuritaire tend vers l'intégration européenne. Notre affiliation à l'UE a été dirigée par l'aspect de sécurité de la même façon que notre affiliation à l'Union monétaire. Tout ce qui rapproche la Finlande du noyau européen, contribue à la sécurité du pays ».

Des politiciens suédois ont tenu des propos similaires. Partant de ces propos, on peut déduire que certains pays nordiques pensent qu'une affiliation à l'UE, des états baltes va aussi leur donner une garantie de sécurité, même si cela ne fait pas partie des conditions d'affiliation.

Il est alors intéressant de retenir la réaction russe à la demande d'affiliation à l'UE de l'Estonie et la Pologne.

Gennadi Tarasov, porte-parole du ministère des affaires étrangères a dit le 15 juillet 1997 que tandis que la Russie s'oppose à l'affiliation à l'OTAN des états baltes, Moscou «ne fait s'oppose pas, mais soutiendra l'affiliation des états baltes à l'UE ».

Ce propos fait soupçonner que la Russie ne voit pas l'UE comme garant de sécurité, et pas du tout comme une menace contre les intérêts russes de sécurité. On peut alors déduire qu'une affiliation à l'UE ne peut pas donner une garantie de sécurité pour ses nouveaux membres, mais que l'UE contribuera au progrès de la sécurité par le développement économique et démocratique dans la région.

4.5 L'OTAN et la coopération de partenariat

Lors du sommet de l'OTAN à Madrid durant l'été 1997, l'OTAN a invité la Pologne, la République Tchèque et le Hongrie à commencer les négociations d'affiliation avec l'intention d'atteindre le statut de membre à partir de 1999.

Les gouvernements des pays baltes avaient déjà en 1993 exprimé qu'ils souhaitaient l'affiliation à l'OTAN.

Il est clair qu'existent des points de vue différents parmi les membres de l'OTAN sur la nécessité d'élargir l'alliance au-delà des trois pays qui maintenant sont admis comme membres.

L'argumentation contre l'admission des états baltes, a partiellement été basée sur leurs forces très modestes, mais la raison principale doit être la relation avec la Russie.

Le porte-parole du Président russe a déclaré le 11 février 1997 : « une affiliation à l'OTAN des états baltes deviendra une barrière importante entre la Russie et les états baltes. Cela aura des influences négatives sur les possibilités d'une coordination constructive à long terme dans la région. Sur l'autre côté, leur statut neutre a créé une fondation pour des actions concrètes communes ou exclusives pour leur sécurité ».

Le Président russe, Boris Eltsine, a lui-même de manière très forte critiqué un éventuel élargissement de l'OTAN et surtout lorsqu'il s'agit des pays de l'ancienne union soviétique comme les états baltes.

Pour les pays occidentaux qui donnent le ton, comme les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne, la relation avec la Russie restera toujours importante. D'autre part il n'est pas acceptable que la Russie décide quelles alliances ses voisins ont le droit de former. Deux des pays de l'OTAN nordiques, le Danemark et l'Islande, ont tout le temps exprimé leur souhait de faire rentrer les états baltes dans l'Alliance, mais ils sont les seuls à avoir lancé de tels propos sans ambiguïté.

Il y aura évidemment des estimations politiques, militaires et économiques pour décider quels nouveaux pays doivent être invités à rejoindre un éventuel élargissement de l'Alliance.

À cause de la relation avec la Russie et les possibilités relativement maigres de défendre les états baltes sans commencer un plus grand conflit, il est peu probable que les états baltes seront les premiers à être invités.

Les trois états baltes font maintenant partie de la coopération du Partenariat pour la paix, et la différence entre l'affiliation et le partenariat se réduit de plus en plus ; ceci est en quelque sorte un but déclaré de la part de l'OTAN. Puisqu'une affiliation n'est guère accessible pour l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, ce courant joue en leur faveur. Le défi pour les autres pays sera dans ce cas de trouver des solutions politiques lorsque la crise arrivera.

Sous cet angle on ne peut pas exclure qu'une garantie multilatérale de l'OTAN – sans l'affiliation à l'alliance - pourrait avoir un effet de stabilisation. La Russie a déjà signalé qu'elle est ouverte à des garanties de la part de l'OTAN pour l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, tant qu'ils ne rentrent pas

dans l'alliance. L'affaire est pourtant politiquement compliquée en Occident et peut-être pas encore mûre.

Le meilleur acquis obtenu par les Etats Baltes à l'heure actuelle est sans doute le fait qu'ils obtiennent, grâce à la Charte Balte, la possibilité de discuter de façon confidentielle une situation de crise avec des états bien intentionnés de l'Occident. Avec l'arrangement élargi du partenariat qui est en développement, ceci n'est pas du tout une mauvaise solution.

5 CONCLUSION

Après le rétablissement de leur indépendance en 1991, les Etats Baltes ont lutté très âprement pour trouver des solutions politiques, militaires et économiques qui peuvent assurer leur intégrité nationale, leur croissance et leur stabilité.

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont estimé que d'éventuels accords bilatéraux avec la Russie ne sont pas aptes à offrir la sécurité et la liberté, compte tenu de leurs relations avec la Russie. Des accords bilatéraux avec d'autres pays sont à considérer et ils ont déjà un accord avec les Etats-Unis qui promet des sommets politiques en cas de crise, mais cela ne donne pas de garanties de sécurité.

Un lien plus fort avec le conseil nordique contribuera à la stabilité et le développement démocratique, mais ne sera pas une garantie de sécurité pour les états baltes. Il est probable qu'ils auront un tel lien dans un futur proche.

L'Estonie est déjà parmi les candidats pour rentrer dans l'UE, mais les autres états baltes doivent pour le moment attendre un éventuel élargissement prochain de l'UE. Les opinions sont partagées lorsqu'il s'agit de la garantie de sécurité que l'UE peut offrir à ses nouveaux membres. Puisque la Russie estime que l'affiliation des états baltes à l'UE est très différente d'une appartenance à l'OTAN, on peut conclure que l'UE ne peut pas donner une garantie de sécurité pour ses nouveaux membres.

Concernant l'OTAN, une affiliation est peu probable pour l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Elles doivent en conséquence, par leurs possibilités dans le partenariat, améliorer leurs contacts militaires et diplomatiques pour obtenir un soutien le plus large possible lors d'une situation de crise.

Enfin on peut dire que les états baltes doivent utiliser toutes les solutions mentionnées pour améliorer leur sécurité. Tant qu'ils ne peuvent pas compter sur des garanties de sécurité, ils doivent utiliser toutes les possibilités politiques, économiques et culturelles pour gagner un soutien le plus large possible parmi ses voisins, ainsi que chez les états européens et les Etats -Unis.

Bibliographie:

Blanc - Noël « Changement de cap en mer baltique » Paris, 1992.

Ghebali, Victor - Yves « The OSCE exercise for a security model: Towards a document charter on european security » Geneva, 1998.

Jurkynis, Mindaugas « Baltic interstate institutions and Baltic cooperation » Oslo, NUPI, 1997.

Knudsen, Olav F « Solution to Security Dilemmas on the Great Power Fringe : Regional Institutions vs. Regional Balancing » Oslo, NUPI, 1997.

Knudsen, Olav F « Long - term prospects for Nordic - Baltic security: diagnostic statements by governments in the Baltic sea region, december 1996 - july 1997 » Oslo, NUPI - notat, Vol. 583, 1997.

Lacoste, Yves « Dictionnaire géopolitique des états 1998 » Paris, 1997.

Lacoste, Yves « Dictionnaire de géopolitique » Paris, 1993.

L'Etat du monde 1998

Neumann, Iver B « Norway in the power triangle between the EU, Russia, and the USA » Oslo, 1996

Thual, François, Chauprade, Aymeric « Dictionnaire de géopolitique » Paris, 1998.

Annexes

Pays Baltes, démographie

INDICATEUR	UNITE	ESTONIE	LETONIE	LITUANIE
Capitale		Tallinn	Riga	Vilnius
Superficie	km ²	45100	64500	65200
Développement humain (IDH)		0,776	0,711	0,762
Population	millier	1 471	2 504	3 728
Densité	hab/km ²	32,6	38,8	57,2
Croissance annuelle	%	- 1,1	- 1,2	0,0
Indice de fécondité (ISF)		1,58	1,64	1,78
Mortalité infantile	0/00	15	16	15
Nombre de médecins	0/00 hab	4,57	4,96	4,61
Espérance de vie	année	69,5	68,4	70,4
Population urbaine	%	73,3	73,3	72,8

Economie

INDICATEUR	UNITE	ESTONIE	LETONIE	LITUANIE
PIB	million \$	4252	5708	7070
Croissance annuelle 1990-1995	%	- 9,2	- 13,7	- 9,7
Croissance 1996	%	3,1		3,6
PIB/hab	\$	4 220	3 370	4 120
Taux d'inflation	%	14,8	13,2	13,1
Taux de chômage	%	10,0	7,2	15,6
Dépenses publiques défense	%PIB	1,1	0,5	0,7

Source: L'Etat du monde 1998